

obligatoire et la traçabilité puisqu'ils visent une seule méthode de production et ne tiennent pas compte des risques réels. Le gouvernement du Canada multiplie les représentations aux hauts niveaux de la Commission de l'UE et des États membres. Le Canada continue de collaborer étroitement avec les États-Unis et d'autres partenaires commerciaux au règlement de ce dossier.

AUTRES DOSSIERS

Marchés publics

Les fournisseurs canadiens ne bénéficient toujours pas d'un accès complet aux occasions offertes sur les marchés publics de l'UE dans plusieurs secteurs, y compris les secteurs du matériel et des services de télécommunications, du matériel de transport et des services publics d'électricité. Au nombre des obstacles qui restreignent l'accès à ces marchés, citons ceux qui ont trait aux normes, à la certification, à la qualification professionnelle et aux exigences de « contenu national ». Le Canada traite de ces questions avec l'UE dans le cadre du Groupe de travail de la transparence des marchés publics de l'OMC afin de réduire davantage, voire d'éliminer, les obstacles tarifaires et non tarifaires.

Télécommunications

Les entreprises canadiennes bénéficient de la libéralisation continue des cadres réglementaires des télécommunications de l'UE. Toutefois, comme nous l'avons constaté au cours des dernières années, certains problèmes entravent la mise en œuvre efficace de certaines dispositions, particulièrement dans le cas de l'Allemagne. Néanmoins, nous avons remarqué que les organismes nationaux de réglementation (y compris ceux de l'Allemagne) et la Commission européenne se penchent sur ces problèmes. De plus, le nouveau cadre réglementaire s'appliquant aux réseaux de télécommunications électroniques de l'Union européenne prévoit le recours préventif à la réglementation dans les cas importants d'emprise sur les marchés. Nous continuerons de suivre ces faits afin d'évaluer leur incidence réelle et la mesure dans laquelle ils permettent d'instaurer une concurrence réelle.

Association européenne de libre-échange (AELE)

Le 9 octobre 1998, le gouvernement du Canada a annoncé la tenue de négociations avec les pays de l'Association européenne de libre-échange (AELE), qui regroupe l'Islande, la Norvège, la Suisse et le Liechtenstein. Les négociations sont presque terminées, et la plupart des questions ont été réglées. Il reste toutefois quelques questions à résoudre, notamment le traitement des navires et des produits marins industriels. À titre d'accord « de première génération », l'entente porte principalement sur l'élimination des tarifs sur les produits industriels, la libéralisation de certains aspects de l'agriculture et une nouvelle coopération en matière de facilitation du commerce et de concurrence.

Les échanges bilatéraux avec les pays de l'AELE se sont chiffrés à 7 milliards de dollars en 2002. Les exportations canadiennes se sont élevées à près de 1,5 milliard de dollars, et les importations à 5,5 milliards de dollars. L'investissement étranger direct des pays de l'AELE au Canada s'est élevé à plus de 10 milliards de dollars en 2001.

Fédération de Russie

Aperçu

L'économie russe a fortement repris depuis la crise financière de 1998, qui avait entraîné une chute spectaculaire des exportations de marchandises canadiennes vers la Russie. Les exportations ont connu une croissance lente en 1999 et en 2000, avant de renouer avec une croissance vigoureuse de 45 % en 2001. Cette croissance s'est ralentie au troisième trimestre en raison d'une chute du prix du pétrole, la principale exportation russe. Au cours du premier semestre de 2002, les exportations ont connu une baisse de 20 %, mais ont tout de même montré des signes de reprise au second semestre, principalement dans les secteurs du matériel pour l'industrie pétrolière et gazière, de l'agroalimentaire et des matériaux de construction.

Les importations de marchandises russes par le Canada, quant à elles, ont enregistré une légère hausse en 2000, comparativement à 1999, avant de subir une baisse importante en 2001, attribuable principalement à la baisse considérable des exportations de pétrole brut. Cette baisse des expéditions